



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction  
Départementale  
des Territoires (DDT)

Service Environnement, Eau et Forêts

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DDT / SEEF n°2020-1066**

**portant autorisation environnementale  
en vue de la réalisation de l'aménagement hydro-électrique des Bochères  
sur le torrent du Versoyen**

**Communes de BOURG-SAINT-AURICE et SEEZ**

**LE PRÉFET DE LA SAVOIE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'énergie, et notamment son livre V, titres I<sup>er</sup> et III ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment les dispositions du livre II, titre I<sup>er</sup>, chapitres 1 à 7, les articles L. 181-1 à L. 181-31 et R. 181-1 à R. 214-56 ;

**Vu** le code forestier et notamment ses articles L. 341-1 et suivants, R 214-30 et suivants, R341-1 et suivants ;

**Vu** le code général des impôts ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône Méditerranée ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 24 septembre 1906 portant règlement général sur les cours d'eau non domaniaux ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 1 juillet 2013 relatif à la répartition de la police de l'eau dans le département de la Savoie ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DDT/SEEF n°2020-1067 portant abrogation de l'AP du règlement d'eau du 31/07/1978 modifié et portant autorisation environnemental de l'aménagement hydroélectrique de Bonneval sur le torrent Le Versoyen sur la commune de Bourg-Saint-Maurice ;

**Vu** la demande en date du 10 octobre 2019, complétée le 27 janvier 2020, présentée par la SAS Centrale des Bochères en vue d'être autorisée à disposer de l'énergie du torrent Le Versoyen pour la création d'une micro-centrale hydroélectrique sur les communes de Bourg-Saint-Maurice et Séz destinée à produire de l'énergie électrique dans le but de la revendre à un opérateur ;

**Vu** la décision de l'autorité environnementale en date du 9 mai 2019 ;

**Vu** les pièces de l'instruction ;

**Vu** les avis des services consultés ;

**Vu** l'avis de l'Office National des Forêts en date du 25 octobre 2019 ;

**Vu** les conclusions du commissaire enquêteur datées du 13 août 2020 ;

**Vu** l'avis du permissionnaire en date du 07/10/2020, dans le cadre de la procédure contradictoire relative au présent arrêté ;

**Considérant** que le projet des Bochères fonctionne en cascade avec l'aménagement existant de Bonneval, sans création d'un nouvel ouvrage de prise d'eau ou de seuil ;

**Considérant** qu'il découle du précédent considérant que le projet ne crée pas de nouvel obstacle à la continuité écologique sur le Versoyen ;

**Considérant** que le débit réservé prescrit dans le présent arrêté est déjà restitué et garanti au niveau de la prise d'eau de l'aménagement hydroélectrique de Bonneval situé à l'amont sur le Versoyen ;

**Considérant** que le débit réservé satisfait aux exigences de la vie biologique du torrent Le Versoyen dans son tronçon court-circuité par l'aménagement ;

**Considérant** que la présente autorisation permet la valorisation de l'eau comme ressource économique et, en particulier, favorise le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de la ressource ;

**Considérant** que le projet ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés au L.211-1 du code de l'environnement, puisqu'il garantit une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ;

**Considérant** que le projet ne porte pas atteinte aux enjeux définis au L.181-3 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021 ;

## **ARRETE**

### **Titre 1er : Objet de l'autorisation**

#### **Article 1 : Autorisation de disposer de l'énergie**

La SAS Centrale des Bochères – numéro d'identification 850 099 649 RCS TOULOUSE – désignée ci-après « le permissionnaire », est autorisée dans les conditions du présent règlement, à disposer de l'énergie du ruisseau le Versoyen pour la mise en jeu d'une micro-centrale hydroélectrique sur les communes de Bourg-Saint-Maurice et Séez, destinée à produire de l'énergie électrique dans le but de la revendre à un opérateur.

La présente autorisation vaut autorisation d'exploiter l'énergie hydraulique au titre de l'article L.511-1 du code de l'énergie, autorisation environnementale au titre des articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement et autorisation de défrichement au titre de l'article L.341-3 du code forestier.

La puissance maximale brute hydraulique calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute brute maximale est fixée à 2 417 kW, ce qui correspond, compte tenu du rendement nominal des appareils d'utilisation, du débit moyen turbinable et des pertes de charges, à une puissance nominale installée de l'ordre de 1 871 kW.

Les rubriques concernées de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime applicable
1.2.1.0	<p>A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :</p> <p>1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m<sup>3</sup>/ heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ;</p> <p>2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m<sup>3</sup>/ heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).</p>	Autorisation
2.2.1.0	<p>Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant :</p> <p>1° Supérieure ou égale à 10 000 m<sup>3</sup>/ j ou à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (A) ;</p> <p>2° Supérieure à 2 000 m<sup>3</sup>/ j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m<sup>3</sup>/ j et à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (D).</p>	Autorisation
3.1.1.0	<p>Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant :</p> <p>1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A) ;</p> <p>2° Un obstacle à la continuité écologique :</p> <p>a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) ;</p> <p>b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D).</p>	Déclaration
3.1.2.0	<p>Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :</p> <p>Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A)</p> <p>Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)</p> <p>Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.</p>	Déclaration
3.1.4.0	<p>Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes :</p> <p>Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A)</p> <p>Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D)</p>	Déclaration
3.1.5.0	<p>Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens :</p> <p>1° Destruction de plus de 200 m<sup>2</sup> de frayères (A) ;</p> <p>2° Dans les autres cas (D).</p>	Déclaration

## **Titre 2 : Description des aménagements**

### **Article 2 : Section aménagée**

L'installation est singulière puisqu'elle est dépourvue de prise d'eau sur le torrent. Elle bénéficie du prélèvement effectué sur l'aménagement existant situé en amont par mesure de réduction d'impacts.

Les caractéristiques principales de l'installation sont les suivantes :

Côte du plan d'eau :	957,40 mNGF
Côte de rejet dans le torrent :	844,37 mNGF
Chute brute :	113 m
Débit d'armement :	109 l/s
Débit maximal prélevé : <i>à l'aval immédiat de la centrale de Bonneval, avant restitution des eaux au torrent</i>	2,18 m³/s
Débit réservé : <i>délivré au droit de l'aménagement amont de la centrale de Bonneval</i>	548 l/s
Longueur de la conduite forcée :	1 754 m
Diamètre de la conduite :	1 100 mm
Puissance Maximale Brute :	2 417 kW
Puissance Nette :	1 871 kW

L'usine fonctionne au fil de l'eau, c'est-à-dire sans modification des débits et volumes en aval et sans stockage-restitution en considérant les opérations de vidange, remplissage des ouvrages négligeables.

### **Article 3 : Caractéristiques de l'aménagement**

La centrale des Bochères fonctionne en cascade avec l'aménagement hydroélectrique de Bonneval situé à l'amont immédiat sur le torrent du Versoyen.

Une chambre de mise en charge (équipée d'une vanne de tête et d'un déversoir) est située en aval immédiat de la restitution de la centrale existante de l'aménagement hydroélectrique de Bonneval, ce qui conduit techniquement à une dérivation des débits turbinés par cette centrale avant leur restitution au Versoyen.

Aucun ouvrage de prise d'eau et de seuil n'est créé.

### **Article 4 : Canaux de décharge et de fuite**

Le canal de fuite sera disposé de manière à écouler facilement toutes les eaux que les ouvrages placés à l'amont peuvent débiter et à ne pas aggraver l'érosion naturelle, non seulement à l'aval de l'ouvrage, mais également à l'amont. Des protections de berges en enrochements sont créées en aval immédiat du canal de fuite.

### **Article 5 : Prescriptions relatives aux débits prélevés et au débit réservé dans le cours d'eau**

Le débit maximal dérivé alloué à l'usage hydroélectrique est fixé à 2,18 m³/s.

Le débit maintenu immédiatement en aval de la prise d'eau, appelé débit réservé, n'est pas inférieur à 548 l/s, correspondant au dixième du module naturel du cours d'eau au niveau de la prise d'eau de l'aménagement hydroélectrique de Bonneval.

Le propriétaire, et le gestionnaire de l'aménagement autorisé, est solidaire du gestionnaire de l'aménagement situé en amont. Dès-lors qu'il dérive le débit, il est responsable en cas de non restitution d'un débit suffisant au sein du tronçon court-circuité par son aménagement. Il doit donc veiller au maintien d'un débit réservé dans le tronçon court-circuité. Si cette condition n'est pas garantie par l'exploitant situé en amont, le pétitionnaire ne peut dériver les eaux de la centrale amont et se doit de maintenir la restitution au milieu naturel garantissant le débit réservé.

Pour rappel le fonctionnement de la restitution du débit réservé de l'aménagement amont est décrit ci-dessous.

Le débit réservé de 548 l/s est restitué au niveau de la prise d'eau de la centrale de Bonneval de la manière suivante :

- 178 l/s par la passe à poisson,
- 162 l/s par le dispositif de dévalaison,
- 208 l/s par la vanne de fond de la prise d'eau, à proximité de l'entrée piscicole de la passe à poissons afin de contribuer à améliorer l'attractivité de la passe à poissons.

### **Titre 3 : Prescriptions relatives aux travaux**

#### **Article 6 : Communication pour validation des plans d'exécution**

Au moins deux mois avant le début des travaux, le permissionnaire fournit pour validation, au service en charge de la police de l'eau :

- les plans d'exécution du canal de fuite et de la prise d'eau;
- les profils en plan et en long détaillés de la conduite, faisant apparaître sur l'ensemble du tracé son positionnement par rapport au terrain naturel et par rapport à la conduite d'adduction en eau potable située sur la zone ;
- une étude de type G1+ G2 relative aux risques de déstabilisation du terrain naturel sur les tronçons les plus sensibles (tracé de la conduite, implantation de l'usine et conduite de restitution) ;

Ces plans et études seront alors transmis pour validation préalable au service chargé de la police de l'eau et pour information au service RTM et à l'office français de la biodiversité (OFB).

#### **Article 7 : Exécution des travaux – contrôles – récolement**

##### **7.1. Conditions d'exécution du chantier**

Les ouvrages sont exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et aux plans d'exécution validés par le service en charge de la police de l'eau.

Les travaux sont réalisés en conformité avec les règlements d'urbanisme, dans le respect de la nature et de la salubrité publique.

Le permissionnaire est tenu de mettre en œuvre toutes les mesures conservatoires nécessaires pour remédier aux risques supplémentaires induits par le chantier lors de périodes de crues.

Lors des travaux de terrassements, en cas de découverte de déchets industriels, chimiques, ménagers abandonnés, qui contribuent à la détérioration de l'environnement, à la pollution des eaux ou de l'air, le permissionnaire les éliminera dans des filières conformes à la réglementation.

Le permissionnaire respecte les préconisations mentionnées au dossier, et en particulier :

- les travaux de la chambre de mise en charge sont réalisés dans la mesure du possible en période de basses eaux pour des mesures de sécurité et afin de faciliter les interventions ;
- l'entretien des engins, les stockages divers (hydrocarbures, matériels, engins) se situent sur une plateforme étanche, hors de tout risque de submersion par un cours d'eau ou les eaux de ruissellement ;

- les terrassements sont interdits en période de fortes pluies ;
- l'emprise du chantier est strictement délimitée sur le terrain, que ce soit pour les travaux relatifs à la chambre de mise en charge, à la conduite ou au bâtiment.

Le permissionnaire remet en état, après travaux, les terrains concernés par le chantier : tous les décombres, terres, dépôts de matériaux qui pourraient subsister sont évacués.

- Il est tenu de réparer sans délai les dégradations ou dommages occasionnés du fait de l'exécution des travaux.

Les accès qui seraient endommagés sont remis en état dans leur forme initiale.

Les prairies traversées par la conduite sont ensemencées avec des semis adaptés et dans une période propice à la reprise de la végétation.

### 7.2. Contrôles

Le permissionnaire prévient le service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques au moins 10 jours avant la date prévue pour le démarrage des travaux.

Les agents chargés de la police des eaux et de la police de la pêche, ont en permanence, libre accès au chantier dans les conditions définies aux articles L.171-1 et suivants du code de l'environnement.

### 7.3. Fin du chantier et condition de mise en service

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire en avise le préfet, et fourni au service instructeur :

- l'intégralité des plans de recollement des ouvrages exécutés, précisant et justifiant les écarts éventuels par rapport au dossier initial,
- une attestation de conformité du débit réservé indiquant les modalités et les résultats des mesures de ce débit,
- les modalités d'asservissement et consignes détaillées d'exploitation de l'installation.

Le service instructeur vérifie la complétude des éléments transmis et en accuse réception sous un délai n'excédant pas 2 mois.

**La mise en service de l'installation ne peut avoir lieu qu'après délivrance de cet accusé réception.**

Le service informe le permissionnaire de la date de la visite de récolement des travaux.

Au terme du récolement des travaux, un procès-verbal en est dressé et notifié au permissionnaire.

## **Titre 4 : Dispositions relatives à l'environnement**

### **Article 8 : Mesures de sauvegarde, d'accompagnement**

Les eaux doivent être utilisées et restituées en aval de manière à garantir chacun des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Indépendamment de la réglementation générale, notamment en matière de police des eaux, le permissionnaire est tenu en particulier de se conformer aux dispositions ci-après :

#### 8.1. Mesures relatives à la problématique espèces et milieux

En complément des préconisations mentionnées dans le dossier, les prescriptions suivantes doivent être respectées :

- Les zones d'emprise du chantier seront matérialisées afin d'éviter tout débordement en dehors de cette zone et aucun matériau ne sera déposé en dehors. Les écoulements superficiels détectés et transitant par les emprises du chantier seront détournés et restitués au milieu de manière à en conserver les caractéristiques écologiques.

- Toute détection d'un habitat, d'une faune ou flore protégée devra donner lieu à une communication immédiate au Service Eaux et Environnement de la direction départementale des territoires de la Savoie, les travaux seront alors mis à l'arrêt dans l'attente de l'instruction d'une demande de dérogation pour destruction d'individus, altération habitats d'espèces au titre de l'article L411-2 du code de l'environnement.
- Les travaux de défrichement ont lieu en dehors de la période de nidification des oiseaux, ils sont interdits entre le 15 février et le 15 août.

## 8.2 Mesures relatives à la problématique eau

### 8.2.1 Périodes d'interventions

Les travaux en cours d'eau sont effectués dans la mesure du possible à l'étiage, et sauf urgence justifiée auprès des services chargés de la police de l'eau, ne pas avoir lieu entre le 15 octobre et le 30 avril de chaque année.

### 8.2.2 Re-végétalisation des zones terrassées

Toutes les zones terrassées sont re-végétalisées dans le cadre de la remise en état prévue à l'article 7.1. Dans les zones boisées, il s'agit de condamner l'accès à la piste laissée par la tranchée afin que la végétation puisse s'y réinstaller.

### 8.2.3 Lutte contre la dissémination des espèces invasives

La gestion des plantes invasives sur le site s'effectuera de la manière suivante :

- Les plants de buddleia identifiés le long du Versoyen sont éliminés, préalablement au démarrage des travaux, par dessouchage, et exportés directement en décharge adaptée, en limitant la dissémination et l'enfouissement des graines. Les repousses sont surveillées et arrachées pendant les deux ans suivant la réalisation des travaux.
- Arrachage préalable au chantier des plants de Balsamine susceptibles d'être disséminés notamment ceux situés les plus proches de la voirie avant la période de floraison (juin – juillet). Les déchets doivent être éliminés sur place par brûlage, et la zone doit être bâchée afin de limiter le piétinement et la dissémination de la plante.

Après enlèvement des espèces exotiques envahissantes, les terrains concernés font immédiatement l'objet d'un engazonnement et de plantations adaptées.

### 8.2.4 Sécurité aux abords de l'aménagement

Le permissionnaire pose et entretient sur la partie aval du tronçon court-circuité et en aval de la restitution, aux endroits qui le nécessitent, des panneaux d'information sur les dangers liés à l'aménagement et à son exploitation.

## **Article 9 : Défrichement**

### 9.1 Autorisation de défrichement

Les travaux nécessitent un défrichement autorisé de 760 m<sup>2</sup> de bois situés sur les communes de Bourg-Saint-Maurice et de Séez et portant sur les parcelles suivantes :

Commune	Lieu-dit	Section	N°	Surface totale (m²)	Surface à défricher (m²)
Bourg-Saint-Maurice	La Tailla	C	389	10 350	110
Séez	Les Bochères d'en bas	A	1958	1 490	650
<b>TOTAL</b>					<b>760</b>

### 9.2 Conditions

L'autorisation de défricher est accordée sous réserve du respect des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts prévus, décrites dans l'étude d'incidences jointe au dossier de demande d'autorisation.

L'autorisation de défricher est subordonnée au versement d'une indemnité de 1 000 € au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois (FSFB) par le bénéficiaire.

### 9.3 Période

Les travaux de défrichement devront être réalisés entre le 15 août et le 15 février. Ils sont interdits en dehors de cette période.

### 9.4 Publicité

La présente autorisation de défrichement fera, par les soins du bénéficiaire, l'objet d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur, ainsi qu'en mairies de Bourg-Saint-Maurice et de Séez. Cet affichage aura lieu au moins 15 jours avant le début des opérations de défrichement. Cet affichage sera maintenu en mairie pendant 2 mois, et sur le terrain pendant toute la durée des opérations de défrichement.

## **Article 10 : Suivis des impacts sur les milieux aquatiques**

Il est réalisé en période d'étiage estival et sur cinq ans à compter de la mise en service de l'ouvrage (l'année N+1, N+3 et N+5), un suivi hydro-biologique avec détermination d'un IBG-DCE (normes NF T90-350 et XP T90-333) sur deux stations, à l'amont de la prise d'eau et de la restitution du bâtiment de production.

Un suivi thermique hivernal sera également réalisé avec la pose de sondes.

Un suivi par un écologue de l'efficacité des mesures prises en application de l'article 8.2.3 est également effectué. En cas de constat d'implantation ou de dissémination d'espèces invasives, un protocole est mis en place en vue de leur éradication.

Les bilans et une synthèse critique et conclusive, de ces suivis sont remis au plus tard l'année N+2, N+4 et N+6, au service en charge de la police de l'eau.

En fonction des résultats, des mesures correctives seront proposées par le permissionnaire, ou prescrites par l'Administration.

Au-delà de cette durée de 6 ans, le permissionnaire est tenu de réaliser tout suivi faisant l'objet d'une demande motivée du service en charge de la police de l'eau dans les conditions prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

En outre, un suivi hydrologique est mis en place par enregistrement des débits turbinés reconstitués à partir de la production et du débit réservé. Une moyenne mensuelle est effectuée et enregistrée pour une durée minimale de 10 ans. Les résultats sont transmis à l'Administration sur simple demande.

## **Article 11 : Mesures compensatoires**



Au titre des impacts de l'aménagement sur le tronçon court-circuité, le permissionnaire participe à une opération de renaturation de 150 mètres du torrent du Charbonnet, depuis le Pont Mayet vers la confluence avec le Versoyen.

La participation consiste en :

- la prise en charge du financement de la mission complète de maîtrise d'œuvre (PRO-VISA-ACT-DET-AOR) et des travaux ;
- la maîtrise d'ouvrage.

L'opération consiste à :

- supprimer le mur constituant la berge rive droite du chenal sur une centaine de mètres ;
- supprimer partiellement le fond bétonné sur la même longueur ;
- élargir le lit en rive droite ;
- protéger la nouvelle berge en rive droite par des techniques végétales vivantes (fascines de saules et boudins d'hélophytes en pied de berge, lit de plants et plançons en talus) ;
- mettre en place des épis en enrochements au pied du mur de berge conservé en rive gauche ;
- réaliser des petits seuils pour varier le profil en long ;
- végétaliser le pied de berge rive gauche entre les épis (par apport des matériaux excédentaires des terrassements de la rive droite) ;
- aménager la confluence avec le Versoyen.

La mise en œuvre de la mesure compensatoire est achevée sous un délai n'excédant pas 1 an après la mise en service de l'aménagement, sous réserve de sa compatibilité avec le futur projet porté par la collectivité en charge de la GEMAPI sur le système d'endiguement du Charbonnet. Le délai de réalisation de la mesure peut être prolongé par l'administration si le report de celui-ci est lié à sa compatibilité avec la problématique de la prévention des inondations mentionné ci-avant.

## **Titre 5 : Exploitation de l'aménagement**

### **Article 12 : Chasses**

Les eaux turbinées par le projet des Bochères ont été préalablement dégravées au niveau du seuil du projet de Bonneval et aucune chasse de dégravement ne sera requise.

### **Article 13 : Entretien du lit du cours d'eau en amont de la prise**

Si l'entretien du lit s'avère nécessaire à l'amont immédiat de la prise d'eau, un Dossier de déclaration Loi sur l'eau au titre de la rubrique 3.2.1.0 sera déposé au préalable. Le pétitionnaire reste responsable de la destination des matériaux.

### **Article 14 : Entretien des installations**

Tous les ouvrages sont constamment entretenus en bon état par les soins et aux frais du permissionnaire.

## **Titre 6 : Dispositions générales**

### **Article 15 : Durée de l'autorisation**

La présente autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de sa notification au permissionnaire.

### **Article 16 : Caducité de l'autorisation**

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de 4 ans à compter du jour de la notification de l'autorisation.

Le délai de mise en service prévu au premier alinéa est suspendu jusqu'à la notification de la décision devenue définitive d'une autorité juridictionnelle en cas de recours contre l'arrêté d'autorisation ou contre le permis de construire.

#### **Article 17 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages et travaux objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux dispositions de la présente autorisation et aux plans d'exécution validés. Ils sont également situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation lorsque ceux-ci ne sont pas contraires à la présente autorisation ou aux plans d'exécution validés.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des plans d'exécution doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

#### **Article 18 : Occupation du domaine public de l'État**

Sans objet.

#### **Article 19 : Redevances**

##### 19.1. Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau

Conformément aux dispositions de l'article L.213-10-9 du code de l'environnement, le permissionnaire est tenu d'adresser à l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée, avant le 31 mars de chaque année, un bilan du volume d'eau prélevé par son installation durant l'année écoulée et de s'acquitter de la redevance.

##### 19.2. Redevance domaniale

Sans objet.

##### 19.3. Répartition de la valeur locative de la force motrice

Conformément à l'article 1475 du Code Général des Impôts et aux dispositions des articles 316 à 321 B de l'annexe III de ce même code, la valeur locative de la force motrice est partagée de la manière suivante :

- Commune de Bourg-Saint-Maurice : 50 %
- Commune de Séez : 50 %

#### **Article 20 : Caractère précaire de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

#### **Article 21 : Déclaration des incidents ou accidents**

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### **Article 22 : Condition de renouvellement de l'autorisation**

Avant l'expiration de la présente autorisation, le permissionnaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, adresse au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis à l'article R.181-49 du code de l'environnement.

#### **Article 23 : Transfert de l'autorisation**

La demande de transfert de la présente autorisation est adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis à l'article R.181-47 du code de l'environnement.

#### **Article 24 : Cessation d'activité pour une durée supérieure à deux ans**

En application des quatrième et cinquième alinéas de l'article R. 214-45 du code de l'environnement, la cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation de l'installation fait l'objet d'une déclaration par le permissionnaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif.

La déclaration d'arrêt d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. Le préfet peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts énoncés à l'article L.181-3 pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, le préfet peut, considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

#### **Article 25 : Remise en état des lieux**

Si à l'échéance de la présente autorisation, le permissionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, conformément à l'article L. 214-45 du code de l'environnement, le permissionnaire propose un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci. Cette remise en état prévoit à *minima* le démontage de tous les aménagements aériens.

Il en est de même si le permissionnaire met fin à l'exploitation avant la date prévue ou pour une période supérieure à 2 ans.

#### **Article 26 : Accès aux installations**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont libre accès aux installations autorisées par le présent règlement, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

## **Article 27 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Un dispositif de décharge sera prévu par le permissionnaire, assurant la continuité du transfert de l'eau de l'amont vers l'aval, en cas de dysfonctionnement de ses installations, de façon à éviter, autant que faire se peut, les brusques variations de débit susceptibles de survenir.

## **Article 28 : Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **Article 29 : Voies et délais de recours**

I.- Par application de l'article R.181-50 et suivants du code de l'environnement, le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Grenoble :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité de publicité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier (de préférence en recommandé avec accusé de réception) ou par la voie de l'application « Telerecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

II.- Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés au I., les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent déposer une réclamation auprès de l'autorité administrative compétente, à compter de la mise en service de l'installation ou de l'ouvrage ou du début des travaux ou de l'activité, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans la présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que l'installation, l'ouvrage, le travail ou l'activité présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

L'autorité compétente dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

Si elle estime que la réclamation est fondée, l'autorité compétente fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision. La date du dépôt de la réclamation à l'administration, constatée par tous moyens, doit être établie à l'appui de la requête.

III.- En cas de recours contentieux à l'encontre d'une autorisation unique, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation. Cette notification doit également être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une autorisation unique. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier à peine d'irrecevabilité du recours contentieux qu'il pourrait intenter ultérieurement en cas de rejet du recours administratif.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au titulaire de l'autorisation est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

### **Article 30 : Publicité**

Conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Savoie pendant une durée minimale de quatre mois, et une copie est déposée en mairies de Bourg-Saint-Maurice et Séez pour y être consultée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'opération est soumise, est affiché en mairies de Bourg-Saint-Maurice et Séez pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des Maires.

### **Article 31 : Exécution et notification**

- Le Maire de la commune de Bourg-Saint-Maurice
- Le Maire de la commune de Séez
- Le Directeur départemental des territoires de la Savoie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée au permissionnaire et aux conseils municipaux de Bourg-Saint-Maurice et de Séez.

Chambéry, le 14/10/2028

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires par intérim,  
Le directeur adjoint,



Thierry DELORME

